

Perspectives MOC

BELGIQUE - BELGIË
P.P.
6700 ARLON 1
11/698
Numéro d'agréation P501162

Editorial Le monde, la sagesse, l'engagement

Nous sentons confusément que notre monde est en crise. Les bienfaits du progrès ne sont pas pleinement convaincants et Prométhée, contrairement à la croyance commune, apporte son lot de malheurs. Que se passe-t-il ? Nous regardons alentour et nous voyons la détresse ou la vacuité avec lesquelles bien des hommes vivent le cours ordinaire de leur existence. L'angoisse règne entre les lignes. La civilisation occidentale, toujours claironnante et glorieuse, montre, au-delà des apparences, des fissures profondes. Que manque-t-il quand rien ne manque ? Tout est là, tout fonctionne mais une inquiétude interrogative flotte au-dessus de la fête quand les désirs superflus sont attis s par les biens superflus, quand la technologie pousse les hommes et la terre au-delà de leurs possibilités essentielles jusqu'à l'épuisement.

Dans notre occident sécularisé, le progrès s'entend en termes quantitatifs. Le principe d'accumulation est au cœur du capitalisme. Il faut produire toujours plus. Mais nous savons tous que ces finalités sans limites ne peuvent pas être déployées indéfiniment. La croyance dans une amélioration sans fin de notre existence terrestre n'a plus de consistance et a laissé place à un étonnement douloureux. Quand un monde culturel et matériel se dérobe, toujours ses fils ont le sentiment qu'il ne pourra être remplacé que par le chaos. Comment vivre désormais ? Va-t-on demeurer là, prostré et inerte ?

La crise environnementale ramène l'homme à la modestie. En renonçant à la maîtrise et à la domination du monde, il prend conscience de lui-même comme partie de la nature et du Cosmos. L'effacement de la croyance à la flèche du temps, à l'histoire et au progrès technique ouvre la porte à un retour aux sagesse qui ont structuré avant et ailleurs les esprits.   la question axiale « Qu'est-ce qui est Vrai ? » se substitue la question ancestrale « Comment bien Vivre ? ». Le sage est celui qui parvient alors à trouver le bonheur avec ce qu'il possède, sans regretter ce qu'il ne parviendra pas à atteindre. Il sait que la richesse et la gloire sont des illusions. Sans les artifices de l'hyperconsommation, il trouve sa joie dans l'ordinaire.

Est-ce à dire que le militant cède la place au renonçant qui, retiré dans les campagnes profondes, cultive ses légumes et vit dans une frugalité qui dépasse les joies du confort ? L'enjeu majeur aujourd'hui se situe précisément ici dans la conciliation de la sagesse et de l'engagement. Il s'agit de résoudre la tension entre la nécessité de tenir un discours global de luttes et la nécessité, tout aussi impérative, de donner un caractère quotidien et local à ces luttes.

Il faut combattre la sous-évaluation de l'initiative personnelle, du pouvoir et des capacités des individus. Si nous espérons renverser la tendance actuelle, nous devons créer un front commun des sages. Nous pouvons tous nous émanciper des diktats du profit et de la consommation, en dépit de la pression incessante qu'exerce sur nous le monde de la production. Mais il est peu avis  de s'employer à modifier son style de vie personnel en se coupant de toute action politique. Ces deux modifications doivent s'effectuer simultanément. Aussi, refuser toute légitimité et toute efficacité politique aux tentatives de ceux qui s'efforcent de rompre avec les modes actuels de consommation serait une erreur stratégique fondamentale.

Attendre de savoir ce qu'il faut faire et de connaître les tenants et les aboutissants de la situation globale pour passer à l'acte et pour s'engager ici et maintenant est le plus sûr moyen de ne jamais rien faire. Le changement naîtra d'un nouvel assemblage de sagesse et de mobilisation dans des alliances subversives multifformes.

Bernard Kerger

 dit  avec le soutien de la Fédération Wallonie Bruxelles
 diteur responsable : B. Kerger, Rue des Déportés, 39 - 6700 Arlon

Bureau de Dépôt Arlon 1

Février 2014
Numéro 79

Bimestriel du Moc Luxembourg

Dans ce numéro

- 1 **Editorial**
- 2 **En bref dans nos organisations**
(p. 2, 3)
- 3 **Le compte rendu de la table-ronde sur la fiscalité** (p. 4, 5)
- 4 **La stratégie politique du MOC**
(p. 6, 7)
- 5 **Les vœux du Président** (p. 8)

. . . En bref dans nos organisations . . .

Un cycle de réflexion à Vielsalm : « L'Europe et nous »

L'Europe est à la fois une évidence et un problème. La construction de l'Union européenne a permis de pacifier le continent européen. Mais au-delà, à quoi sert vraiment l'Union européenne ? Elle a souvent une mauvaise image de par son coût et son ingérence dans les politiques nationales. Pourtant, plus de 75% de la réglementation organisant notre vie quotidienne a été adoptée au niveau européen. Puisqu'elle s'occupe de nous, cela vaut la peine qu'on s'occupe d'elle, non ? Voici trois soirées pour mieux comprendre les enjeux européens dans la perspective des élections européennes du 25 mai 2014.

Le mardi 11 mars : A quoi sert l'Europe ?

Quelles sont les implications de l'Union européenne dans notre vie quotidienne ? Comment fonctionnent les institutions ? Quel est le rôle du citoyen ordinaire par rapport à ce niveau de pouvoir ?

Conférence introductive par Christian De Bruyne, chef adjoint de la représentation de la Commission européenne en Belgique

Le mardi 25 mars : Crises : et si la solution venait de l'Europe ?

L'Europe est un élément de sortie de crise. La réponse à la crise économique et financière, la régulation du secteur bancaire, l'harmonisation fiscale et sociale, sont autant de questions et d'enjeux qui ne pourront être rencontrés que dans un cadre européen.

Conférence-débat par Philippe Lamberts, député européen

Le mardi 29 avril : A quand l'Europe sociale ?

Nous avons voulu l'Europe ? Elle est là ! En tout cas, l'Europe économique, l'Europe des entreprises, l'Europe des financiers, l'Europe de la guerre des compétitivités. Mais est-ce l'Europe que nous voulions ? Où est l'Europe œuvrant à l'égalité entre les citoyens, entre les Etats ? À quand l'Europe sociale ?

Nous poserons la question aux représentants des quatre principaux partis politiques à travers trois thématiques : la santé, l'économie, la fiscalité.

A 19h30

A la bibliothèque publique de Vielsalm
9, rue de l'Hôtel de ville

Entrée gratuite

Une organisation du CIEP, de la CSC
et de la Mutualité chrétienne

Plus d'infos :

Bernard Moinet : 063/244725 ou b.moinet@acv-csc.be

JN Burnotte 063/218728 ou jn.burnotte@moclux.be

Sandrine Walhin : 063/211935 ou sandrine.walhin@mc.be

Groupe Alter-natif : un nouveau groupe de réflexion à Saint-Hubert

La *Transition* est un mouvement né en 2006 à Totnes (G-B). La *Transition*, c'est « l'étude et la mise en œuvre du passage de la dépendance au pétrole à la résilience locale ».

Concrètement, il s'agit de mettre en œuvre une réflexion et des actions au niveau d'une communauté afin que ses membres puissent gagner en autonomie et recréer du lien social. Cela peut concerner l'alimentation, la mobilité, l'économie,... Après Rochefort, Barvaux, Marche-en-Famenne,... Saint-Hubert pourrait-elle aussi s'engager sur le chemin de la transition ?

Agenda :

18 février : « Petites actions locales pour un changement global »

18 mars : « Se nourrir sans (se) détruire » avec Daniel Cauchy, consultant et formateur en éducation au développement et à l'environnement.

22 avril : « Manger sain et local à Saint-Hubert, est-ce possible ? »

20 mai : « Echange, don, partage : consommer mieux et moins, ça crée du lien »

10 juin : « Epargne solidaire, financement participatif, monnaie locale,... quand l'argent entre en transition »

A la salle communale de Saint-Hubert,
rue Général Dechesne

Plus d'infos : Jean-François Rasschaert
ou Marie-Christine Dewez 063/218728
jfrasschaert@moclux@gmail.com

. . . En bref dans nos organisations . . .

Une conférence : L'accès aux soins de santé, quel avenir pour Virton ?

La question des hôpitaux en province de Luxembourg est un sujet brûlant. Au-delà du débat entre défense d'intérêts particuliers et réflexions purement économiques, d'autres considérations doivent être prises en compte pour garantir un accès aux soins à chaque citoyen.

Nous constatons en effet une précarisation grandissante d'une frange de la population qui ne peut plus se soigner par manque de moyens. D'autre part, les généralistes rencontrent eux-mêmes des difficultés : pénurie de médecins, organisation des gardes, etc. Les maisons médicales pourraient-elles répondre en partie aux difficultés rencontrées ?

Suite au K-fé citoyen du 27 janvier, consacré à l'avenir des hôpitaux en province de Luxembourg, la CSC, la Mutualité chrétienne et le CIEP organisent une soirée de conférence-débat sur la question.

« Une Maison Médicale à Virton ? »

Qu'est-ce qu'une Maison Médicale ? Que peuvent-elles offrir comme avantages face à la situation actuelle ? Quel statut pour les médecins ? Quelles subventions ?

Intervenante : Theodora Pierantonio,

Mardi 25 février à 20h
A la Maison des Œuvres de Virton
Place Nestor Outer
Entrée gratuite

Plus d'infos :
Christine Rousseau 063/218738
www.ciepluxembourg.be

L'observatoire politique du MOC : Le contrôle de la disponibilité des chômeurs

Une nouvelle procédure d'activation des chômeurs est entrée en application. Les premiers effets concrets vont apparaître dans les prochaines semaines. Quelles vont être les conséquences pour les demandeurs d'emploi ? Et les jeunes en stage d'insertion ? Quels impacts sur la précarité et les budgets des CPAS ? Vers quel type de contrôle des travailleurs sans emploi se dirige-t-on ?

Intervenante : Valérie François, permanente CSC Luxembourg

Lundi 24 février à 19h30 dans les locaux de la CSC
1, rue P. Ferrero, Arlon
Entrée gratuite
Plus d'infos au 063/218728 ou jn.burnotte@moclux.be

Une conférence sur le PTCl (Partenariat Transatlantique sur le Commerce et l'Investissement)

Depuis maintenant quelques mois et sans faire de bruit, des négociations ont démarré entre les Etats-Unis et la Commission européenne afin d'instaurer un accord de libre-échange transatlantique pour le début de l'année 2015.

Quels en sont les points principaux et quels sont les domaines concernés ? Quels en seraient les avantages et inconvénients pour l'Union européenne et ses citoyens ? L'harmonisation des normes entre USA et UE peut-elle se faire vers le haut ?

Xavier Dupret, du GRESEA (Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative), répondra à ces questions ainsi qu'aux vôtres.

A Arlon le mardi 18 février à 19h30
Dans les locaux de la CSC, 1 rue P. Ferrero
Plus d'infos au 063/218738 ou f.casterman@mocluxembourg.be
Entrée gratuite



. . . La fiscalité en débat . . .

Après les apports de trois intervenants (Marco Van Hees, Christian Valenduc et Thierry Dock) lors de conférences-débats en 2013, le CIEP, la CSC et la FEC ont organisé ce 14 janvier 2014 un débat politique sur le thème de la fiscalité, devant un large public.

La fiscalité est un marqueur fort permettant de distinguer les orientations profondes des partis politiques. Analyser le programme d'un parti en la matière permet de le situer sur l'axe gauche-droite. Les représentants des partis étaient pour le cdH, Josy Arens, Député fédéral et Bourgmestre d'Attert ; pour Ecolo, Cécile Thibaut, Sénatrice et Conseillère communale à Etalle ; pour le MR, Benoît Piedboeuf, Conseiller provincial et Bourgmestre de Tintigny ; pour le PS, Thomas Degive, Conseiller communal à Hotton.

La première question concernait la situation actuelle de la fiscalité belge :

Le tableau ci-joint est extrait du rapport de la Banque Nationale en 2011. Il présente les recettes fiscales et para-fiscales de l'Etat Belge. *Que pensez-vous de ces équilibres ? Votre parti est-il satisfait de cette ventilation des rentrées de l'Etat ? Sinon, comment adapteriez-vous ces équilibres ?*

La deuxième question était : *Comment vous positionnez-vous par rapport à ces revendications du MOC ?*

- Une globalisation des revenus consistant à appliquer l'impôt sur l'ensemble des revenus (professionnels, immobiliers, mobiliers).
- Une redéfinition de tranches d'imposition assurant une réelle progressivité de l'impôt avec une imposition allant jusque 75 % pour les tranches de revenus supérieurs.
- Une limitation stricte des constructions fiscales.
- Un impôt sur la fortune.

La fiscalité est indéniablement un thème fort de cette campagne. Tous les partis souhaitent une réforme fiscale. Nous avons constaté lors du débat beaucoup de déclarations consensuelles. Voici les éléments distinctifs que nous avons relevés.

Considérations générales

Tous les partis s'accordent pour dénoncer une imposition trop élevée sur les revenus du travail.

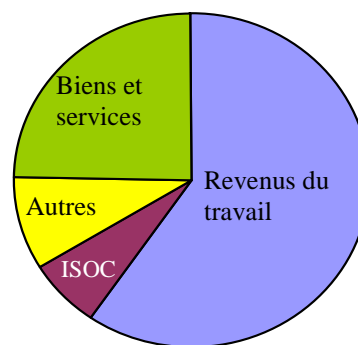
Pour le MR, il faut réduire le taux d'imposition pour les revenus moyens. Cette diminution des recettes (5 milliards) peut être compensée par des économies qui restent possibles au niveau de l'Etat.

Ces économies ne doivent pas se faire au détriment des services publics mais l'expérience montre qu'on arrive quand même chaque fois à faire les efforts budgétaires demandés.

Pour le cdH par contre, on ne peut plus faire d'économies au niveau de l'Etat car beaucoup a déjà été réalisé ces 3 dernières années et on ne vit pas

Recettes fiscales et para-fiscales	100
Prélèvements sur les revenus du travail, dont	59,45
Impôt des personnes physiques	25,81
Cotisations sociales	33,41
Impôt sur les bénéfices des sociétés	6,91
Autres revenus (mobiliers et immobiliers)	8,99
<i>N.B. Plus-values boursières 0%</i>	
Impôts sur les biens et services, dont	24,89
TVA	16,13
Accises	4,61
Divers	4,15

Recettes fiscales et para-fiscales



encore tout à fait l'impact de ces économies. Si réforme fiscale il y a (et le cdH est pour, même pour une « révolution fiscale »), il faut qu'elle soit budgétairement neutre.

Pour Ecolo, la fiscalité doit orienter les comportements les plus vertueux (fiscalité verte), pour aller vers une transition écologique de l'économie. Ensuite, la fiscalité est mal répartie en fonction des revenus. On remarque que la fiscalité est légère sur les revenus du capital, peu progressive et peu équitable. Enfin, il faut donner des moyens humains au SPF Finances pour détecter des dossiers douteux et instaurer une cellule spéciale « paradis fiscaux » au SPF Finances.

Pour le PS, en matière d'équité horizontale entre les impôts, il y a encore beaucoup à faire pour retrouver des moyens pour l'Etat. Il y a très peu d'impôts sur les revenus du capital. Il faut une taxation réelle des plus-values en capital sur la spéculation financière.

Sur la globalisation des revenus

Les partis semblent d'accord. Encore faut-il bien définir ce qu'on y inclut.

Pour le PS : « *instaurer une globalisation totale des revenus rapporterait plus qu'instaurer une tranche d'imposition à 55 %* ».

Pour le cdH : « *c'est une des meilleures solutions mais il faut un accord avec les autres pays européens* ».

Pour le MR, c'est un peu moins clair : « *c'est oui, mais certainement pas dans le but d'augmenter l'imposition sur l'ensemble des revenus. Nous réfléchissons au niveau des revenus immobiliers* ».

Pour Ecolo, « *ok pour la globalisation des revenus, mais sans y inclure à ce stade, les revenus de l'immobilier afin de garantir une équité d'accès au logement* ».

Sur l'impôt des sociétés

Pour le MR, « *il faut réduire la pression fiscale sur les PME avec un taux maximum de 20% et encourager l'investissement par une déduction* ».

Pour Ecolo, « *l'ISOC est peu élevé envers les entreprises du fait des intérêts notionnels. Ce sont surtout les multinationales qui en profitent et au final, l'impôt des sociétés est supporté par les PME. Voilà pourquoi il faut réformer les intérêts notionnels.* »

Pour le cdH : « *Les intérêts notionnels sont un cadeau gratuit fait aux grosses entreprises. Il faut leur demander quelque chose en contrepartie. Benoît Lutgen veut tout simplement les supprimer.* »

Pour le PS : « *Le système des intérêts notionnels va mourir de lui-même. On remarque que les sociétés ne sont plus autant attirées par ce système.* »



Sur l'impôt sur la fortune

Le cdH n'y est pas favorable: « *C'est une mesure symbolique qui n'est pas efficace.* »

Ecolo y est favorable mais sous conditions : « *Nous proposons une cotisation belge de crise sur les grands patrimoines. Les patrimoines supérieurs à 1 millions d'€ seront soumis à une taxe de 1 à 1,5% mais en exonérant de la base de calcul l'habitation principale et les biens productifs.* »

Le PS y consent du bout des lèvres : « *Oui à un impôt sur la fortune mais au niveau européen pour éviter l'évasion fiscale. Néanmoins, il s'agit d'une mesure symbolique qui n'aurait pas beaucoup d'effet.* »

Pour le MR, c'est non : « *C'est une mesure symbolique, confiscatoire et qui n'aurait pas d'impact. Ca produit même l'effet inverse avec l'évasion des capitaux.* »

Pour rappel, voici les options fondamentales du MOC en matière de fiscalité.

Au niveau fédéral, le mouvement préconise :

- La suppression totale du secret bancaire, un cadastre des patrimoines mobiliers et l'actualisation du cadastre immobilier ;
- Un impôt sur les grandes fortunes ;
- La taxation des plus-values sur les valeurs mobilières ;
- L'instauration d'un impôt minimum des sociétés ;
- Une limitation stricte des « constructions fiscales » ;
- L'intensification de la lutte contre la fraude fiscale par un renforcement des moyens notamment humains dévolus à l'administration fiscale ;
- L'établissement d'une Cotisation Sociale Généralisée ;
- Le retour à terme d'une globalisation des revenus ;
- Développer une fiscalité verte socialement juste.

Les détails de ces mesures se trouvent à la page 10 du texte Motion II « Sortir de la crise : des alternatives équitables et durables aux politiques d'austérité » disponible sur le site www.moc.be (rubrique Actions puis Nos priorités politiques) ou sur demande au 063/21.87.28.

. . . Position de stratégie politique du MOC . . .

Principes généraux de positionnement politique du Mouvement Ouvrier Chrétien

Comme Mouvement social à finalité politique, le Mouvement Ouvrier Chrétien entend oeuvrer avec toutes les forces sociales et politiques qui partagent ses options fondamentales pour s'opposer à la fragilisation et au démantèlement de notre modèle social et à la marchandisation progressive des fonctions collectives qui en est consécutif. En opposition au programme néolibéral qui s'impose au niveau européen comme au niveau national, le MOC entend rappeler le sens de son action qui vise la constitution d'une société égalitaire, plus juste et solidaire, inscrite dans un développement socialement, économiquement et écologiquement durable.

Dans cette perspective, le MOC réaffirme :

- a) Sa totale **indépendance** de positionnement et d'action politique ;
- b) Son **pluralisme**, constitutif de son indépendance, qui se veut ouvert et critique, et qui suppose que nous échangeons et débattions avec l'ensemble des partis politiques progressistes désireux et capables de créer des rapports de force pour concrétiser nos options au sein des sphères de décision politique ;
- c) Son **socle idéologique progressiste** en fonction duquel « le **droit à l'égalité** pour toutes et tous constitue la finalité du MOC et sa raison d'être » ;

Ces principes d'indépendance, de pluralisme et d'égalité sont au fondement du positionnement et de l'action politique du MOC.

En outre :

- Le MOC réaffirme sa fonction de porte parole politique et de coordinateur de l'action commune des organisations constitutives du Mouvement. Cette fonction de coordination poursuit l'objectif de construire un rapport de force nécessaire à l'avancement des options fondamentales du Mouvement.
- De par sa mission de coordination des organisations constitutives et en tant que mouvement d'éducation permanente, le MOC doit se démarquer de l'agenda politique de court et moyen termes pour se positionner prospectivement sur des enjeux globaux, favorisant la transversalité des débats entre les organisations constitutives, en impliquant les membres et militant-e-s de chacune des organisations et en développant les convergences entre elles.
- Le « socle idéologique » du Mouvement est constitué par nos « Options fondamentales », telles qu'adoptées lors du Congrès du 21 mai 2011. Ces Options fondamentales traduisent l'identité du Mouvement, ses valeurs et ses choix de société.
- Notre totale indépendance de positionnement et d'action politique à l'égard des partis politiques conditionne le rôle fondamental de contre-pouvoir du MOC comme Mouvement d'éducation permanente et d'action collective à visée émancipatrice et égalitaire. Le MOC entend ainsi inscrire son action dans une dynamique de mouvement social.
- Cette totale indépendance de positionnement et d'action politique et le pluralisme politique du Mouvement impliquent l'absence de « liens organiques » entre le Mouvement et un ou des partis politiques, quels qu'ils soient.
- Si, en fonction des enjeux du moment et de l'état des rapports de forces politiques en présence, il semble stratégiquement nécessaire pour le Mouvement d'établir des contacts privilégiés avec un ou des partis politiques (coalitions), ces contacts doivent se nouer et s'évaluer dans le cadre du respect de nos Options fondamentales, de notre programme politique, ainsi que de la prise en compte réelle de nos actions et revendications, où que ce soit et à quelque niveau que ce soit. C'est dire que nous conditionnons la nature de nos rapports avec nos interlocuteurs politiques à leur positionnement et leur engagement à l'égard de nos revendications. L'ensemble des contacts et des relations politiques entretenus par le Mouvement doit ainsi faire l'objet d'une évaluation critique continue, en regard de nos options programmatiques et de notre projet de société. Ces contacts et soutiens sont donc par principe conditionnels et donc révocables.
- En tant que Mouvement social progressiste et de contre-pouvoir politique, et en conformité avec nos Options fondamentales, il nous revient prioritairement de travailler à l'approfondissement et l'élargissement de la participation démocratique, à la (re)politisation du débat public ainsi qu'à la construction de la critique sociale. Le droit effectif à l'égalité pour toutes et pour tous doit être replacé au coeur des enjeux. En ce sens, le MOC entend s'opposer à l'orientation libérale qui détermine très largement les décisions politiques et qui n'ont d'autres effets que d'aggraver la précarité sociale et de creuser plus encore les inégalités.

. . . Position de stratégie politique du MOC . . .

- L'approfondissement et l'élargissement de la démocratie participative impliquent l'adoption d'une stratégie d'action devant se développer autour de deux axes prioritaires :

- le travail de démocratie culturelle et d'éducation permanente qui doit favoriser et renforcer la réflexion, l'expression et la revendication citoyennes et structurer la mobilisation et l'action ;
- l'action collective, visant à coaliser les forces sociales progressistes dans la lutte contre l'idéologie et les politiques libérales et contre les idéologies et politiques extrémistes et liberticides.

- Cet objectif de coalition et de mobilisation sociale soutient la volonté du MOC d'inscrire son action dans des dynamiques d'alliances et de partenariats



MOUVEMENT OUVRIER CHRÉTIEN

avec d'autres organisations progressistes de la société civile organisée, dans un cadre pluraliste.

Pour le MOC, ces alliances et partenariats poursuivent également l'ambition de soutenir et renforcer les mouvements sociaux dans le Sud pour qu'ils soient des acteurs de changement et des agents de développement en faveur des populations locales.

Positionnement stratégique du MOC dans la perspective des élections européennes, fédérales et régionales de mai 2014

Les prochaines élections conjointes (européennes, fédérales et régionales) de mai 2014 s'inscrivent dans un grave contexte de crise. Il s'agit d'une crise globale, à la fois économique, sociale, environnementale et institutionnelle qui affecte et concerne directement tous les niveaux de pouvoirs concernés et dont la gravité s'est dramatiquement accentuée avec l'effondrement en 2008 des secteurs bancaire et financier. Ce contexte de crise favorise actuellement la mise en œuvre d'une virulente offensive idéologique et politique néolibérale qui s'attache à délégitimer et à démanteler les modèles sociaux (européens et nationaux) et les systèmes de solidarité interpersonnels.

Il s'agit pour le Mouvement de proposer et de revendiquer une alternative politique égalitaire. Ce travail d'opposition et de proposition doit prioritairement se concrétiser dans nos missions d'information, de sensibilisation et d'éducation permanente, et ce principalement dans le cadre de la campagne politique et de l'ensemble des initiatives qui vont s'y inscrire.

Cette campagne politique doit être pour nous l'occasion :

- de dénoncer clairement les impasses des politiques néolibérales d'austérité et leurs conséquences sur le plan social, démocratique et économique à tous les niveaux de pouvoir (régional, fédéral et européen).

Concernant la politique européenne, nous devons rappeler notre totale opposition au Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance (TSCG), de même que notre rejet du Pacte transatlantique sur le commerce et l'investissement (PTCI) entre l'Europe et les Etats-Unis ;

- de replacer au coeur des débats publics et politiques notre revendication égalitaire ;

- de diffuser, d'expliquer et de débattre de notre programme politique (nos revendications) et des valeurs qui le gouvernement (Options fondamentales) ;

- de confronter nos revendications aux discours et programmes des partis politiques démocratiques à la fois par un travail d'analyse et un travail d'interpellation ;

- d'amener nos interlocuteurs politiques à clarifier leur positionnement et leur engagement sur nos points de revendications.

Concernant nos contacts politiques : Au vu du climat idéologique ambiant, du contexte sociopolitique et institutionnel, des enjeux auxquels nous sommes confrontés et de nos Options fondamentales, notre objectif principal est la construction d'un rapport de force visant à défendre nos Options fondamentales. Il est essentiel que nous participions au recul des orientations libérales des politiques menées par quelque parti que ce soit, en particulier au vu du risque de voir notre modèle social basculer de l'assurance sociale vers l'assistance sociale.



. . . Les vœux du MOC Lxembourg . . .

Que peut-on encore bien faire ensemble?

La réponse à cette question, tellement essentielle qu'elle en est presque devenue banale, sépare aujourd'hui bien des couples et des familles.

"La famille chrétienne" - le M.O.C. Luxembourg, dans sa fonction de coordination - se l'est posée au cours de l'année écoulée. Des remous, sans vouloir les exagérer ni les minimiser, ni surtout occulter tout le travail réalisé en partenariats, l'ont secouée. Des distances ont été prises, des séparations, momentanées, ont eu lieu. La solidarité, pourtant notre credo, a été mise à mal ou du moins en question et en débat.

Que peut-on encore bien faire ensemble ? Cette question se pose avec une acuité d'autant plus grande aujourd'hui que les perspectives budgétaires sont mauvaises. Si la réponse aux premières restrictions ont été la source du questionnement, d'autres restrictions se sont et vont s'imposer à nous. Et là, il nous faut être attentifs à la volonté d'aucuns de déforcer, voire de démanteler des mouvements comme le nôtre qui est et reste un contre-pouvoir politique.

Vous comprendrez, dès lors, que mes vœux pour notre Mouvement luxembourgeois sont ceux d'une solidarité retrouvée et renforcée.

Mais c'est quoi, au juste, la solidarité ? Tentatives de réponse:

Un nouveau médicament générique ? Intégralement remboursé ? A la mutuelle, on dit que c'est bon pour la santé.

L'objet d'un contrat de travail ? Bien payé ? A la CSC, ils en ont fait leur métier.

Un produit de consommation de plus ? Dans les mouvements d'éducation permanente comme les Equipes Populaires, on la fabrique puisque, par leur action, ils veulent être faiseurs de liberté, de solidarité et de droits.

Un ingrédient dans la recette à plus d'égalité homme-femme comme le revendique Vie féminine ?

Une action visant à renforcer les mouvements sociaux dans le Sud pour qu'ils soient des acteurs de changement et des agents de développement en faveur des populations locales ? Elle se nomme alors Solidarité mondiale.

La solidarité, on le voit, est difficile à définir. Elle échappe à toute tentative de clarification conceptuelle. Elle est pourtant, d'abord, au cœur de toute organisation sociale. En effet, il n'y a pas de société ou de groupe social concevable sans conscience d'appartenance et sans dépassement des particularismes individuels.

La solidarité doit aussi être entendue dans un sens plus précis, comme l'expression d'une conscience particulière des rapports sociaux mise en œuvre de manière délibérée par les gouvernants. Elle se traduira par un ensemble de mesures concrètes, des politiques de solidarité.

Depuis la fin des années 80, la solidarité est revenue sur le devant de la scène, à l'image des Restos du cœur. Ce retour s'effectue dans un contexte marqué sur le plan idéologique par la réévaluation des acquis de l'Etat providence et l'accent mis sur les droits de l'Homme, sur le plan économique par la crise des dispositifs de protection sociale et le développement des phénomènes de pauvreté-précarité, sur le plan social enfin par l'apparition de nouvelles formes d'exclusion et l'accentuation des inégalités.

La solidarité, c'est savoir prendre en compte la réalité de ces inégalités, comprendre leurs causes et agir pour les combattre.

Être solidaires, c'est défendre des droits fondamentaux : l'accès à l'eau, l'alimentation, l'énergie, la santé, l'éducation, la liberté d'expression et d'association.

La solidarité que nous défendons en MOC repose sur le partage, non sur l'assistance. Agir en partenariat est la base de notre action.

Cette résurgence de la solidarité montre que toute représentation peut voir, à la faveur de certaines mutations économiques, sociales ou politiques, ses potentialités brusquement réactivées et se transformer en moteur de changement. C'est tout ce que je souhaite à notre mouvement : Impulser, par la solidarité, une dynamique de changement. Je résumerai mes vœux en les illustrant par un propos de feu Albert Jacquard:

"Réussir est devenu l'obsession générale dans notre société et cette réussite est mesurée par notre capacité à l'emporter dans des compétitions permanentes. Il est pourtant clair que la principale performance de chacun est sa capacité à participer à l'intelligence collective, à mettre en sourdine son *je* et à s'insérer dans le *nous*, celui-ci étant plus riche que la somme des *je* dans laquelle l'attitude compétitive enferme chacun."

Bonne année solidaire !

Jean-Luc Poncelet,
président.